



+ 66 MILLIARDS POUR LE PATRONAT

SALAIRES, RETRAITES PROTECTIONS SOCIALES EN DANGER

La baisse des taux de cotisations des employeurs et les exonérations totales dont ils bénéficient, représentent la bagatelle de 66 milliards, (qui désormais ne seront plus compensées par l'Etat).

Conséquence :

l'Insee nous informe que les dividendes aux actionnaires ont augmenté de 60%, et que les gains n'ont pas été réinvestis dans l'appareil productif. L'organisme officiel ajoute que La pauvreté est en augmentation de 400 000 personnes et que les ultras-riches voient leurs revenus augmenter.

Cette politique antisociale prive de financement les caisses de protections sociales, (allocations familiales, allocations chômage, assurance maladie, et retraites, notamment). Du coup la sécurité sociale est en déficit de 5,4 milliards et l'Etat nous informe que pour 2020 ce sera 5,1 milliards de plus.

ÇA SUFFIT !

La protection sociale est financée par les cotisations calculées sur les salaires. L'Etat qui a fait mains basse dessus au fil des années, prend des décisions contraires à l'intérêt de la population pour répondre aux demandes du patronat.

Nous exigeons que les cadeaux au patronat et les mesures négatives prises sur les protections sociales cessent.

NOUS EXIGEONS

L'augmentation des salaires, l'augmentation des retraites, des minima-sociaux, l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes pour réta-

blir plus de justice sociale et pour relancer l'économie et financer notre protection.

Nous faisons le pari de l'économie au service de l'humain, contre celui de la spéculation financière au service égoïste du capital.

C'EST POSSIBLE !

Ensemble mobilisons-nous pour nous faire entendre, répondons massivement aux différentes mobilisations pour que cessent les cadeaux fiscaux au patronat, pour l'augmentation des salaires, des retraites, du SMIC des minima sociaux et exigeons que cesse la casse des services publics, indispensables pour tous en particulier pour celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Les protections sociales obtenues au fil des mobilisations doivent être maintenues notamment celles acquises dans un pays exsangue au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui le pays peut répondre aux exigences du XXI^e siècle, les richesses produites le permettent

Préparons-nous pour les journées de mobilisation notamment l'interprofessionnelle du 5 décembre prochain, qui s'annonce très importante. Chaque travailleur, chaque citoyen, jeune ou vieux, actif ou retraité doit être mobilisé pour refuser la retraite par point et l'augmentation des annuités. Le gouvernement tergiverse et veut gagner du temps. Il menace les jeunes, qui entrent dans l'activité professionnelle et veut faire croire que les retraités actuels ne seront pas touchés, c'est faux ! Tous ensemble, refusons ces opérations de divisions.

